

CONSEIL NATIONAL



◆ sur deux pieds

Bernard Langlois

MICHEL MOUSEL avait donné le ton, en ouvrant samedi matin, au nom de la Fédération de Paris, les travaux du Conseil National du PSU : c'est un nouveau parti qui est né en cette année 73. Il aura fallu un an, depuis le Congrès de Toulouse et l'adoption du manifeste, jusqu'à ce Conseil national et le mandat donné à la Direction de rechercher la signature, avec les autres forces de gauche, d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste. Une année « **riche en événements** » au cours de laquelle « **le parti a repris confiance en lui-même et a réappris à travailler. Où il a cessé d'être un parti-objet pour devenir un parti-sujet, intervenant consciemment sur le terrain de la lutte des classes** ».

En décembre 72, à Toulouse, le PSU faisait le choix ferme du socialisme autogestionnaire. Il vient de faire, tout aussi fermement, celui de l'unité d'action. Ce double choix, chacun en est conscient et la presse ne s'y est pas trompée, est le signe du rôle grandissant et décisif que notre parti est désormais amené à jouer dans le combat pour le renversement du régime et la construction d'une société socialiste. Il repose sur une double conviction : celle que, dans

un pays comme la France, le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas ; et celle que le combat ne peut être mené que dans l'unité de toutes les forces du mouvement ouvrier. « **Il nous faut savoir marcher sur nos deux pieds** » disait Chapuis à la tribune.

Que s'est-il donc passé en un an ? Michel Rocard devait le rappeler, en présentant le rapport du Bureau National. En décembre 72, adoption du Manifeste : un projet de société est défini, ainsi qu'une stratégie générale, celle du contrôle ouvrier et populaire. En mars 73, le combat des législatives est un échec « **relatif, significatif, important** ». Relatif, parce que si les résultats en voix sont maigres et décevants, la campagne, en revanche, aura été riche, pleine de promesses : le thème de l'autogestion et du contrôle accroche, sensibilise, enthousiasme parfois. Tous ceux qui ont fait campagne, tenu des réunions, participé à des meetings s'en sont rendu compte : il y a là, en germe, quelque chose qui naît, qui surgit, qui dépasse déjà le seul PSU, mais où le PSU aura à jouer un rôle moteur.

Mais mars vient trop tôt après décembre,

beaucoup de temps a été perdu, depuis 68, où il a fallu maîtriser le bouillonnement extraordinairement riche du mouvement de mai, l'intégrer, le synthétiser, en faire une arme efficace, nettoyée des illusions et des impatiences du gauchisme. L'influence externe du parti n'a pas eu le temps d'être refaite, et nous partons à la bataille, coincés dans le phénomène de la bipolarisation.

« Le Parti — dit Rocard — est sorti de ces élections affecté, incertain, pris de doute sur son avenir ».

Il n'aura guère le temps de s'appesantir sur ses états d'âme... Déjà le temps des urnes est passé, et revoici le temps des luttes. Les lycéens, les O.S., les immigrés, les paysans du Larzac, les femmes qui revendiquent le droit à la libre disposition de leur corps. Et puis Lip, bien sûr, l'extraordinaire mouvement des Lip — qui sera au cœur des travaux de ce Conseil national.

« Au fil des mois, la puissance d'intervention du courant autogestionnaire s'affirme plus forte que jamais ».

Mais, et on en arrive ici à ce qui a amené la direction du PSU à proposer aux délégués au Conseil le projet de pacte d'unité d'action anticapitaliste — et qui va être le nœud de ces trois jours de débats et de travail, il reste à régler la question des passages nécessaires, des débouchés, des luttes. Comment passer du ponctuel au global, du social au politique ? Ce sont là les enjeux nouveaux pour le P.S.U. et pour tout le mouvement ouvrier.

Ces passages se font mal, sinon pas du tout. La combativité des travailleurs est évidente, de plus en plus affirmée, et s'exerce tous azimuts, sur l'ensemble du champ social : et pourtant ! Le régime, discrédité, éclaboussé par les scandales, est sorti vainqueur des élections, diminué certes, mais vainqueur. Et les forces du Programme Commun démontrent tout à la fois leur impuissance à renverser ce régime (faute d'avoir su intégrer les aspirations nouvelles révélées depuis mai 68, seule condition à une véritable mobilisation populaire) et qu'elles continuent malgré cela à capter l'essentiel de la confiance des travailleurs sur le ter-

rain politique : le mouvement révolutionnaire, et singulièrement le nouveau courant autogestionnaire, n'ont pas su encore devenir crédibles aux yeux des masses.

Comment réaliser ces passages ? Comment faire déboucher les luttes des travailleurs, cantonnées aux terrains économique et social, sur le terrain politique et s'attaquer donc au Pouvoir central, au Pouvoir d'Etat? Telle était la question posée par le Bureau National au parti. La réponse tient en une évidence et une hypothèse, et détermine une condition.

L'évidence : la nécessité de déclencher une dynamique de masse. L'hypothèse (étayée par la pratique des luttes actuelles, et notamment des Lip) : la stratégie de contrôle correspond aux besoins et aux aspirations des travailleurs. Elle surgira et s'imposera dans le cas d'un ébranlement de masse.

La condition enfin : l'action unitaire est indispensable tout à la fois au déclenchement de cette dynamique et au surgissement victorieux de cette stratégie. La traduction pratique étant le projet de pacte d'unité d'action anticapitaliste.

deux types de sensibilité

C'est donc cette analyse, et ce projet qui ont été adoptés à la majorité de 62,5% des votants (73 % des exprimés). Nos camarades qui ont voté contre se répartissant sur deux autres textes, exprimant deux types de sensibilité.

Celle de nos camarades de **«Vers le Communisme»**, qui refusent toute référence au

L'ancien et le nouveau : une passation de pouvoirs dans un climat d'une totale sérénité



« **mythe autogestionnaire** », met l'accent sur « **la priorité de la lutte contre l'idéologie technocratique** ». Ils distinguent nettement, à l'intérieur des syndicats, et essentiellement de la CFDT, une gauche qui, disent-ils, s'est puissamment manifestée depuis mai 68, et notamment dans des luttes récentes, comme au Larzac ou à Lip. C'est avec cette « **gauche ouvrière et syndicale** », avec aussi le courant des paysans-travailleurs qu'il convient de travailler, de se regrouper — à l'exclusion de tout accord au sommet avec les appareils réformistes. C'est avec elle qu'il convient de forger le parti révolutionnaire sur les mots d'ordre du contrôle ouvrier, du contrôle populaire, de l'unité ouvrière et populaire.

« **Le rapport du B.N. fait l'impasse sur l'évolution des forces sociales** » devait dire Fontès à la tribune. « **Le pacte que vous nous proposez ne peut, compte tenu du rapport de forces, qu'aboutir à une modification du programme commun. Il nous fera perdre l'oreille de ceux qui mènent les luttes** ».

Ce qui ne veut pas dire que ces camarades refusent l'unité d'action avec les partis de gauche réformiste. Mais elle doit rester ponctuelle et limitée. Tout accord d'ensemble équivaldrait à nous lier les mains. Et Fontès concluait : « **Vive l'unité d'action au coup par coup !** »

La deuxième sensibilité est moins tranchée, plus difficilement analysable. Concrétisée par le texte signé par les Fédérations du Cher et de l'Indre-et-Loire, elle traduit le malaise et l'inquiétude d'un certain nombre de petites fédérations de province devant les risques d'une confrontation avec des partis et des forces puissantes — et notamment avec le PCF. Cette inquiétude s'est exprimée dans l'emploi fréquent d'un certain nombre d'images : « **La lutte du pot de terre contre le pot de fer** ». « **La poussière révolutionnaire aspirée par l'aspirateur du programme commun** », etc.

des garde-fous

Pour ces camarades, qui ont donc refusé le projet de pacte, il convenait de renforcer d'abord le parti et le mouvement autogestionnaire avant de lancer l'un et l'autre dans une mécanique d'alliance conflictuelle risquant de les laminer, de les écraser. Divergence donc portant moins sur le fond du projet lui-même que sur son opportunité dans la période actuelle.

On pouvait d'ailleurs noter ce même type de réticences à l'intérieur même de la majorité qui

a adopté le projet de pacte. Réticences plus ou moins nuancées, s'exprimant notamment dans les interventions de Victor Fay (« **Oui à l'alliance tactique, non à toute alliance stratégique** ») et réclamant l'établissement de « garde-fous » pour une direction politique qui pourrait être tentée d'aller trop vite et trop loin.

On verra d'ailleurs que la résolution stratégique finale a largement tenu compte de ces réticences (« tel est le sens d'un Pacte d'Unité d'Action anticapitaliste qui a donc un caractère tactique et conflictuel, et qui ne saurait être confondu avec un accord de gouvernement. Il ne s'agit donc ni d'adhérer au programme commun, ni à la stratégie qui le sous-entend » etc.) sans toutefois accepter de préjuger des débouchés possibles d'une telle alliance conflictuelle (« **Le rapport de forces ainsi créé peut ouvrir une situation appelant l'élaboration d'un programme de gouvernement offensif, favorisant les conditions d'une transition au socialisme. Le PSU ne s'y dérobera pas** », etc.)

Aux uns et aux autres, Michel Rocard et Robert Chapuis devaient répondre en invoquant l'urgence des problèmes posés : « **Nous n'avons pas le temps de mener le débat sur l'organisation du courant autogestionnaire sans nous occuper en même temps de l'extérieur. La rapidité de la désagrégation du régime ne permet pas d'attendre. Le problème du pouvoir est posé dès aujourd'hui** ». Et sur la nécessité de sortir enfin du faux débat sur le préalable de la construction du parti révolutionnaire, débat où s'est désagrégée l'extrême-gauche depuis 68, et d'en terminer avec « **l'impuissance à poser le débat en termes politiques** ».

un parti adulte

L'intervention d'Yves Le Foll allait également dans ce sens, avec une dimension supplémentaire sur laquelle le député-maire de Saint-Brieuc demandait au parti de réfléchir : « **1973 est déjà l'année de la pénurie. Nous abordons une étape nouvelle de la civilisation industrielle** ». Les applaudissements très nourris qui ont ponctué cette intervention venaient démontrer que le PSU n'a plus honte de ses « **notables** »... oui, décidément, ce parti a changé.

Il a changé dans la façon dont il aborde les problèmes et surtout dans la manière de mener son débat interne. De nombreux intervenants l'ont constaté : « **Nous parlons enfin de la**

même chose ». Il est significatif, par exemple, que le rapport de la première commission, rapport d'analyse sur « **le développement actuel du régime capitaliste et la situation du régime** » ait été adopté à l'unanimité. Il est significatif que la « passation des pouvoirs » entre Rocard et Chapuis se soit déroulée dans un climat d'une totale sérénité.

Robert Chapuis le disait en conclusion. Le PSU est enfin devenu un parti adulte. Il accepte de prendre des risques, bien sûr. « Il risque notamment de perdre un peu de sa virginité ».

Et en terminer, du même coup, avec son acné juvénile.

Bernard LANGLOIS ■

Outre la résolution sur la stratégie du parti, un texte important sur le mouvement socialiste auto-gestionnaire et sur le renforcement, l'ouverture et la transformation du PSU a été adopté.

Ce texte paraîtra dans « PSU-Information » ainsi que ceux portant sur l'analyse de la période et sur le contrôle ouvrier et populaire. Le projet d'appel du PSU aux organisations politiques du Clas a été également précisé.

Intervenant à cette occasion, Victor Leduc, membre des CIC, nous a dit l'importance que son organisation attachait à cet appel. « Les CIC », nous a-t-il dit, se réuniront prochainement pour y apporter une réponse.